

FRANCE Le ministre de la Défense a annoncé une mobilisation militaire inédite pour parer à la menace de nouveaux attentats et protéger notamment les écoles et lieux de culte juifs.

Paris mobilise 10 000 militaires de plus pour la sécurité intérieure

ALAIN BARLUET

L'initiative est inédite en France, à un tel niveau en tout cas. La France va mobiliser 10 000 militaires à partir de ce soir pour assurer la sécurité des «points sensibles du territoire», après les attentats djihadistes de Paris qui ont fait 17 morts la semaine dernière. Cette décision a été annoncée, hier, par le ministre de la Défense.

«C'est la première fois qu'une mobilisation de cette ampleur mobilise nos forces, à cette échelle, sur notre territoire», a-t-il souligné en parlant d'une «véritable opération intérieure». Selon Jean-Yves Le Drian, qui s'exprimait à l'issue d'une réunion, à l'Elysée, autour de François Hollande, celui-ci «a demandé aux forces armées de participer à la sécurité des points sensibles du territoire», compte tenu de «l'ampleur des menaces» pesant toujours sur le pays.

Une question sensible, y compris dans l'armée

Interrogé sur la nature de ces «points sensibles», le ministre, qui avait à ses côtés le chef d'état-major des armées, le général Pierre de Villiers, a jugé «préférable de ne pas les identifier».

Les forces armées participent, de par leurs missions essentielles, à la protection du territoire, au sol, dans les airs et sur mer. Des militaires des trois armées participent d'ailleurs aux patrouilles Vigipirate, dont les effectifs – désormais d'au moins 88 000 membres – et le niveau d'alerte ont été rehaussés la semaine dernière. Il n'en reste pas moins que l'emploi de l'armée

sur le territoire demeure une question sensible faisant débat, au sein même de l'institution militaire.

L'essor des activités du terrorisme djihadiste, en Afrique et au Proche-Orient notamment, a contribué ces dernières années à atténuer la démarcation entre menaces intérieures et extérieures, comme en témoignent les deux Livres blancs «sur la Défense et la sécurité nationale». Jean-Yves Le Drian, comme ses prédécesseurs à l'hôtel de Brienne, souligne fréquemment l'interdépendance entre l'engagement des forces en opérations extérieures con-

tre le terrorisme et la sécurité du continent européen et de la France.

A l'inverse, les réticences vis-à-vis d'un emploi des forces pour des missions qui confineraient au «maintien de l'ordre» restent vives et généralisées, au sein des armées, comme dans le monde civil, au nom de l'*«esprit républicain»*. Les violentes émeutes survenues dans les banlieues françaises, en novembre 2005, ont relancé la problématique, conduisant les autorités à envisager divers *«plans»*. Le débat a resurgi également durant l'été 2012 avec la proposition de l'élu PS marseillais Samia

Ghali de faire intervenir l'armée dans les banlieues.

Cinq mille gendarmes et policiers déjà mobilisés

Rien de tel n'est d'actualité. Les diverses mesures annoncées pour renforcer les mesures de sécurité, dont celles impliquant l'armée, visent essentiellement à rassurer à travers une présence visible. Près de 5000 policiers et gendarmes ont déjà été mobilisés, hier, pour protéger les 717 écoles et lieux de culte juifs de France, alors que *«la traque se poursuit»* pour retrouver au moins un complice des auteurs des attentats de Paris, a annoncé le gouvernement. ●



De nombreux militaires et policiers patrouillent dans Paris, surveillant notamment les écoles et lieux de culte juifs, comme ici à la rue des Rosiers.

KEYSTONE

POLITIQUE «Etre à la hauteur du peuple français»

L'ancien premier ministre UMP Jean-Pierre Raffarin a eu des mots forts, dimanche soir, qualifiant la marche nationale d'*«oeuvre d'art que l'on doit protéger»*. *«Le peuple français a montré sa grandeur, à nous de faire preuve de hauteur»*, a demandé le sénateur de la Vienne, qui souhaite que le peuple soit plus consulté et impliqué dans la vie publique.

Et sur ce principe, droite et gauche semblent d'accord. Jean-Christophe Cambadélis, le patron du PS, a fait part de cette même idée, quasiment dans les mêmes termes: *«Il est nécessaire d'enregistrer le sursaut national et il faut maintenant que les représentations politiques soient à la hauteur de l'exigence de tout un peuple»*.

Le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius a lui aussi estimé que les «responsables politiques» devaient être *«à la hauteur du peuple»*, et *«apporter des réponses»*. Pour le socialiste, cela passe par un travail bi-partisan, des commissions bipartites.

● LE FIGARO



Jean-Pierre Raffarin, UMP, ancien premier ministre de Jacques Chirac. KEYSTONE

NICOLAS SARKOZY L'art du placement dans la manifestation de dimanche

La vidéo fait le tour du web. On y voit Nicolas Sarkozy semblant jouer des coudes pour accéder au premier rang de la manifestation des chefs d'État, dimanche, à Paris, en hommage aux victimes du terrorisme. Protocolairement, l'ancien chef de l'État devait normalement se trouver au troisième rang, aux côtés notamment de Manuel Valls. De l'art de se placer?

L'ancien chef de l'État aurait simplement été «propulsé par la cohue». La situation a en tout cas amusé les réseaux sociaux.

● LE FIGARO

PARUTION Un «Charlie Hebdo» sans aide extérieure

Le numéro de *«Charlie Hebdo»* qui sera publié demain, une semaine après l'attentat meurtrier contre ce journal, sera réalisé «uniquement avec des gens» l'hebdomadaire satirique français. L'avocat du journal, Richard Malka a de son côté laissé entendre que ce numéro intégrerait des dessins de Mahomet. Une pancarte *«Je suis Charlie»* signifie que *«vous avez le droit au blasphème, vous avez le droit de critiquer ma religion, parce que ce n'est pas grave»*.

● ATS



C'est la première fois qu'une mobilisation de cette ampleur mobilise nos forces.»

JEAN-YVES LE DRIAN MINISTRE FRANÇAIS DE LA DÉFENSE

TROIS QUESTIONS À...



SABINE SIMKOVITCH-DREYFUS
VICE-PRÉSIDENTE DE LA FÉDÉRATION SUISSE DES COMMUNAUTÉS ISRAËLITES

Les juifs de Suisse ne sont «pas à l'abri de telles attaques»

Comment avez-vous vécu l'actualité de la tuerie à la rédaction de «Charlie Hebdo» et de la prise d'otages dans un magasin casher de Paris?

J'ai pris connaissance de ces événements comme la plupart des gens ici: avec un sentiment d'horreur. On piétine nos valeurs de respect mutuel et de liberté. Ces actes sont effroyables. Je pense qu'il est important de ne pas céder à la provocation et de promouvoir le vivre ensemble. Il ne faut pas faire des amalgames et s'attaquer aveuglément à toute la communauté musulmane. Ce sont les extrémistes qu'il faut combattre.

La communauté juive de Suisse craint-elle pour sa sécurité?

S'il y a une inquiétude, on ne peut pas vraiment comparer la situation avec la

France. La communauté juive de France est la première d'Europe. Nous sommes environ 18 000 en Suisse.

Pour l'heure, si nous avons déjà eu des agressions antisémites à déplorer en Suisse, la menace n'est sans doute pas aussi grande qu'en France. Mais nous ne sommes pas à l'abri de telles attaques. L'attentat qui a touché le Musée juif de Bruxelles, l'année passée, montre que les communautés juives de pays comparables au nôtre peuvent être prises pour cible.

Des mesures de sécurité sont prises régulièrement autour des lieux de culte, mais nous pensons que c'est en premier lieu à l'Etat de prendre en charge la sécurité de ses citoyens. Nous avons parfois l'impression que la police est de bonne volonté, mais qu'elle manque de moyens... ● PROPOS RECUEILLIS PAR SARA SAHLI

Le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a dit aux juifs de France qu'Israël est leur foyer. Est-ce que vous vous attendez à une hausse de l'émigration des juifs, également de Suisse, pour Israël?

Il est important que les juifs puissent vivre en paix dans les pays où ils vivent et que ceux qui émigrent en Israël ne le fassent pas par contrainte. Israël compte une importante communauté juive de Suisse, mais ces personnes s'y sont installées par conviction ou en raison des infrastructures qu'offre Israël (magasins casher, cours...), pas parce qu'elles craignent pour leur sécurité en Europe! Je doute que l'appel de Benjamin Netanyahu fasse des échos parmi les juifs de Suisse. Pas pour des raisons sécuritaires. ● PROPOS RECUEILLIS PAR SARA SAHLI